

Publications économiques et financières

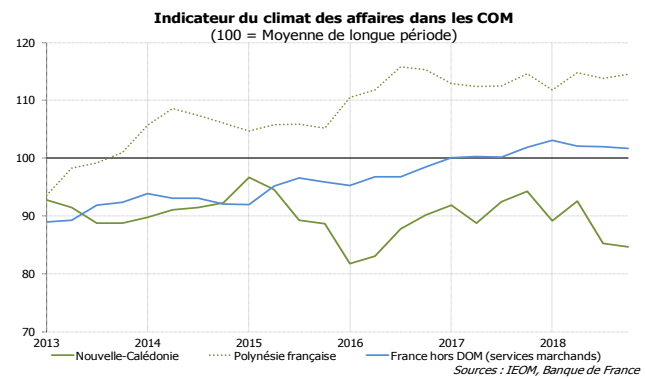
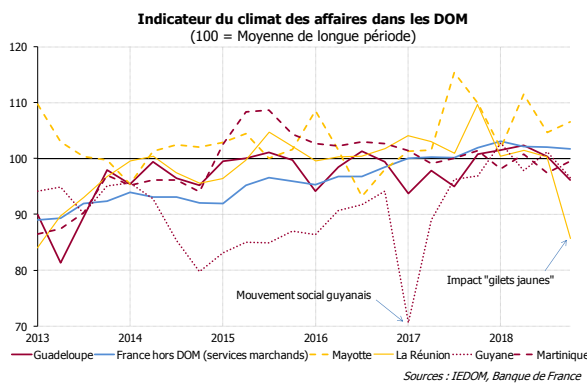


Conjoncture économique

N° 571 / Avril 2019

CONJONCTURE OUTRE-MER 2018 ET PERSPECTIVES 2019 : DES PERFORMANCES ECONOMIQUES CONTRASTEES

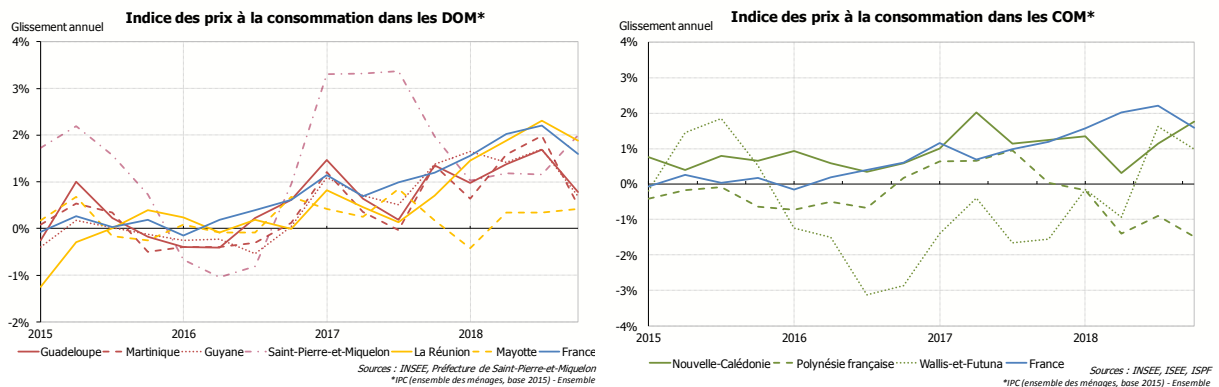
Un climat des affaires hésitant



L'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche en 2018 des évolutions divergentes selon les DOM. Dans l'océan Indien, l'ICA a été bien orienté durant la majeure partie de l'année : à La Réunion, l'activité économique a été dynamique sur les trois premiers trimestres avant un décrochage au quatrième trimestre lié au mouvement des gilets jaunes. À Mayotte, l'évolution de l'indicateur traduit un environnement des affaires plutôt résilient suite aux mouvements sociaux du début d'année bien que les entreprises fassent preuve d'un certain attentisme. Dans le bassin Antilles-Guyane, l'ICA se révèle fluctuant d'un trimestre à l'autre, autour de sa moyenne de long terme. En Guyane, après une année 2017 dégradée, les perspectives économiques sont tirées à la hausse par le début de la mise en œuvre du plan d'urgence. En Guadeloupe, l'activité garde globalement une bonne orientation malgré une dégradation en fin d'année tandis qu'en Martinique, le climat des affaires volatil semble traduire une hausse de l'incertitude des entreprises. À Saint-Pierre-et-Miquelon enfin, le regain d'activité espéré n'a pas eu lieu malgré une légère reprise en fin d'année.

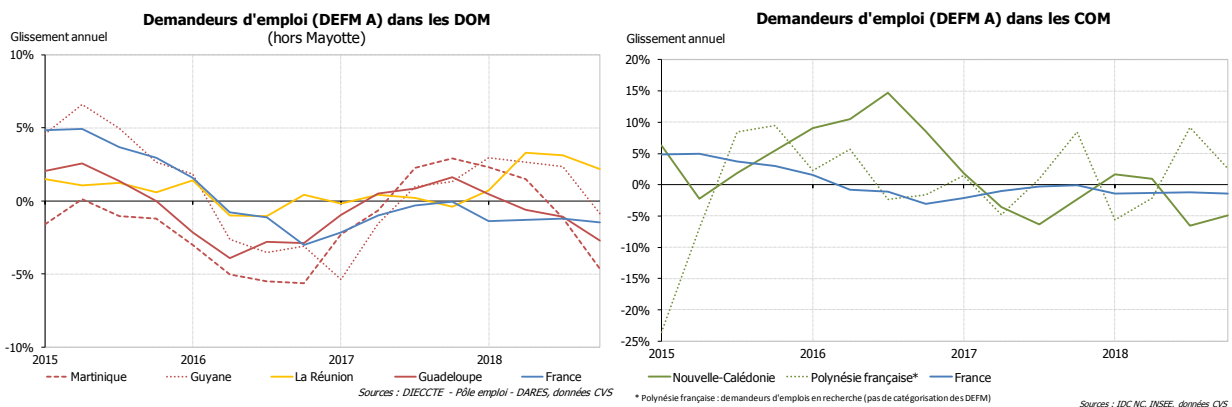
Dans les COM du Pacifique, les évolutions conjoncturelles apparaissent de plus en plus hétérogènes. Ainsi, le climat des affaires apparaît bien orienté en Polynésie française pour le cinquième exercice consécutif et demeure stable à un niveau élevé en 2018. Le marché du travail et l'investissement enregistrent notamment des évolutions favorables. À l'inverse, l'ICA continue d'être dégradé en Nouvelle-Calédonie, résultat du manque de visibilité des acteurs économiques et de plusieurs facteurs d'inquiétudes (référendum, mise en place de la Taxe générale sur la Consommation en octobre 2018, difficultés de la SLN et baisse du cours du nickel). Enfin, à Wallis-et-Futuna, l'année 2018 ressort en demi-teinte, caractérisée par une consommation des ménages stable mais un investissement qui peine à se redresser.

L'inflation continue de croître modérément



Comme en 2017, les prix ont légèrement progressé dans l'ensemble des DCOM (+1,2 % en moyenne) sur l'année 2018. Ils demeurent principalement tirés à la hausse par le poste énergétique. Si l'évolution des prix reste très corrélée à celle observée au niveau national, la progression a été globalement moins marquée dans les territoires ultramarins. Tandis qu'en Polynésie française l'IPC s'est replié de 0,7 %, traduisant la nette baisse du prix des communications issue d'une concurrence accrue entre les opérateurs, à l'inverse, à La Réunion, les prix à la consommation ont progressé en moyenne de 1,8 % sur l'année, soit sensiblement le même rythme qu'en métropole.

Le marché du travail présente des signes d'amélioration



Après le rebond du nombre de demandeurs d'emploi en 2017, lié au retour dans cette catégorie d'une partie des bénéficiaires du plan national de formations, les marchés du travail ultramarins affichent certains signes d'amélioration en 2018. Dans le bassin Antilles-Guyane, le nombre de demandeurs d'emploi recule dans chacune des géographies alors que la situation est plus contrastée dans l'océan Indien. À Mayotte, le recul du nombre de demandeurs d'emploi semble traduire une rupture de la formalisation du travail tandis qu'à La Réunion, le marché du travail est affecté par la réduction de l'enveloppe des contrats aidés qui favorise une hausse des demandeurs d'emploi et un recul de l'emploi salarié. Saint-Pierre-et-Miquelon continue de s'affirmer comme une exception, avec une situation proche du plein emploi malgré une légère dégradation durant la première moitié de l'année 2018.

En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié affiche une nouvelle hausse (+3,3 % en fin d'année) généralisée dans l'ensemble des secteurs. Les effectifs salariés progressent de 2,2 % et s'élèvent à 65 000. La situation semble plus contrastée en Nouvelle-Calédonie avec une baisse du nombre de demandeurs d'emploi en moyenne sur l'année (-2,2 %) et une stabilité de l'emploi salarié. Par ailleurs, après un accroissement marqué en 2017, le stock moyen d'offres d'emploi actives en fin de mois se contracte en 2018 (-6,9 %). À Wallis-et-Futuna enfin, le marché du travail apparaît également dynamique avec une nette progression de l'emploi salarié déclaré, aussi bien dans le secteur public que privé.

Pour mémoire, le taux de chômage demeure structurellement plus élevé en outre-mer qu'en métropole. C'est dans l'océan Indien qu'il apparaît le plus important, atteignant 35 % à Mayotte en 2018, soit une hausse de 5 points sur l'année. Cette évolution s'explique notamment par la baisse du nombre de personnes en emploi et la croissance démographique soutenue. À La Réunion, où vit près d'un Ultramarin sur trois, le taux de chômage

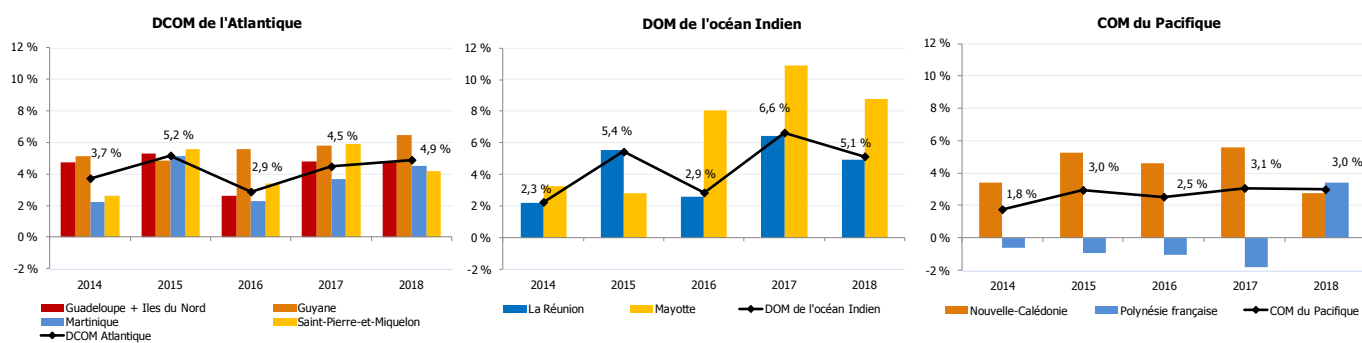
s'élève à 24,3 %, en hausse de deux points sur l'année. En Guadeloupe et en Martinique, il reste relativement stable, à respectivement 23 % et 18 %. Il affiche en revanche un recul marqué en Guyane (-3 points) pour s'établir à 19 % en 2018. Dans les COM du Pacifique, alors que le taux de chômage atteignait 21,8 % en Polynésie française en 2012, il ne s'élevait qu'à 11,6 % en Nouvelle-Calédonie en 2017.

Une activité de crédit qui reste vive

À fin 2018, l'encours des crédits consentis dans l'Outre-mer s'élève à près de 64,2 milliards d'euros, en hausse de 4,5 % sur l'année.

Dans un contexte économique atone, l'encours de crédit s'inscrit en hausse de 5,0 % dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) de la zone euro, pour atteindre 49 milliards d'euros. Il augmente pour les DOM de l'océan Indien (+5,1 %), alimenté en volume par les crédits à l'habitat des ménages à La Réunion. Dans les DCOM de l'océan Atlantique, l'encours de crédit est en hausse de 4,9 %, porté par les crédits à l'équipement des entreprises.

L'activité de crédit dans les COM du Pacifique progresse un peu moins vite (+3,0 % contre +3,1 % en 2017) et reste portée par les crédits aux ménages. L'encours de crédit en Nouvelle-Calédonie voit également son rythme de progression se réduire (+2,8 % contre +5,6 % en 2017, et ce notamment en raison d'une baisse de l'encours de crédit d'équipement aux entreprises. En Polynésie française, l'activité de crédit augmente de 3,4 % après un recul de 1,8 % en 2017. Cette progression s'explique par la progression des crédits à l'habitat des ménages et des crédits d'exploitation des entreprises.

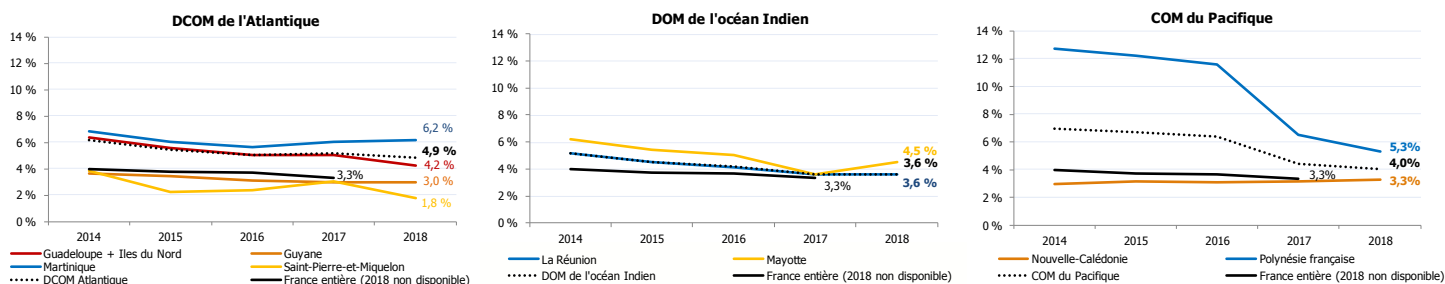


Source : SURFI, Banque de France (Service Central des Risques) et IEOM.
Évolution en glissement annuel de l'encours de crédits bruts de l'ensemble des établissements bancaires (ECIL ou ECZE et ECNIL ou ECHZE).

Des portefeuilles de prêts qui s'assainissent

La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales de l'outre-mer s'améliore depuis plusieurs années : le taux de créances douteuses s'établit à 4,2 % en 2018, après avoir culminé à 6,5 % en 2010, et se rapproche ainsi du taux de la France entière (3,3 % en 2017, dernière donnée disponible de l'ACPR).

Évolution du taux de créances douteuses



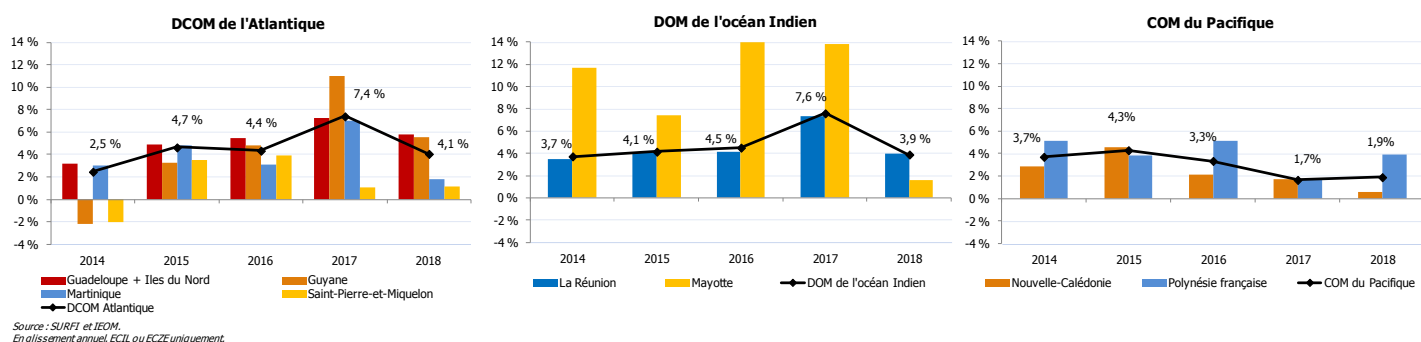
Source : SURFI, IEOM et ACPR.
ECIL ou ECZE uniquement.

La qualité du portefeuille des banques de la zone Atlantique se stabilise, affichant un taux de créances douteuses de 4,9 %, à l'exception d'une hausse modérée de 0,2 point en Martinique, en raison d'une augmentation de l'encours de prêts non performants aux entreprises. En dépit d'une hausse de la sinistralité à Mayotte (+0,9 point à 4,5 %), le taux de créances douteuses des banques de l'océan Indien reste stable en demeurant à 3,6 %.

La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales des COM du Pacifique continue de s'améliorer en 2018, mais à un rythme plus modéré : le taux de créances douteuses diminue de 0,4 point sur l'année à 4,0 %. Cette évolution s'explique principalement par la poursuite de l'assainissement du portefeuille des établissements de Polynésie française (+5,3 % contre 6,5 % en 2017).

Des ressources en dépôt clientèle en hausse pour les banques

La hausse de l'encours de dépôts observée dans quasiment l'ensemble des géographies ultramarines est alimentée par les dépôts à vue et les comptes d'épargne à régime spécial (livret A, LDD, LEP, etc.), les épargnants se détournant des placements indexés sur les taux du marché dans l'environnement de taux bas actuel.



Au 31 décembre 2018, le total des actifs financiers collectés par les établissements de crédit des DCOM de l'Atlantique s'établit à 20,0 milliards d'euros, en hausse de 4,1 % sur l'année, portés par la hausse des dépôts à vue et des comptes d'épargne à régime spécial.

Suivant la même dynamique, les dépôts se portent à 15,7 milliards d'euros dans les DOM de l'océan Indien, en hausse de 3,9 %.

La hausse de l'épargne collectée, de +1,9 % pour un encours de 11,6 milliards d'euros, est moins marquée dans les COM du Pacifique, en raison d'une baisse sensible des placements indexés.

Conjoncture par géographie

Guadeloupe : bonne tenue de l'activité

Après une croissance soutenue du PIB de la Guadeloupe en 2017 (+3,4 % en volume), les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font état d'une nouvelle progression de leur activité en 2018. Le climat des affaires est ainsi favorable sur les trois premiers trimestres, avant une dégradation en fin d'année.

La consommation des ménages reste bien orientée dans un contexte de faible inflation. Elle a été soutenue par l'augmentation de la masse salariale du secteur privé et celle des crédits. Les importations de biens destinés aux ménages s'inscrivent ainsi en hausse. En parallèle, l'investissement privé se consolide : les importations de biens d'investissement et les crédits octroyés aux entreprises accélèrent en 2018. Le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration avec un nombre de demandeurs d'emploi en baisse et une augmentation des offres d'emploi. Globalement, les importations progressent alors les exportations diminuent sur l'année, en lien avec la baisse des réexpéditions de produits pétroliers.

À l'échelle sectorielle, le tourisme, les autres services marchands et le commerce affichent des résultats favorables. Le secteur du bâtiment et des travaux publics confirme son redémarrage entamé fin 2017 et entraîne dans son sillage l'industrie locale (hors industries agroalimentaires). L'activité des industries agroalimentaires est également bien orientée sur l'année malgré des performances à l'export en retrait. À l'inverse, le secteur primaire est encore convalescent après le passage de l'ouragan Maria au mois de septembre 2017.

L'activité bancaire est dynamique et accompagne la croissance de l'économie. L'octroi de crédits et la collecte de dépôts s'inscrivent en hausse. Ménages, entreprises, mais également collectivités locales y contribuent : l'encours de crédits de ces dernières progresse pour la première fois depuis deux ans.

Martinique : Une activité peu dynamique en attente de nouveaux moteurs de croissance

Comme l'année précédente, l'activité économique en Martinique en 2018 peine à trouver de véritables relais de croissance. L'indicateur du climat des affaires (ICA) oscille autour de sa moyenne de longue période, n'indiquant pas de tendance claire concernant la croissance de l'activité. Son inhabituelle volatilité au cours de l'année semble traduire une hausse de l'incertitude économique. Cette dernière se reflète singulièrement dans les perspectives d'investissement des chefs d'entreprise qui dans l'ensemble se détériorent en 2018. La faiblesse de la demande anticipée en 2019 semble cantonner les investissements au renouvellement des biens d'équipement, au détriment de la hausse des capacités de production.

En revanche, malgré le regain d'inflation, la consommation des ménages est résiliente et les conditions sur le marché du travail s'améliorent. Pour sa part, l'activité de financement est toujours dynamique et s'inscrit en soutien du cycle économique. La croissance des encours de crédit aux entreprises et aux ménages reste bien orientée.

Au niveau sectoriel, le secteur du tourisme confirme en 2018 les bons résultats de l'année précédente. L'activité dans le secteur agricole se redresse, en dépit des stigmates des événements climatiques de 2016 et 2017. En revanche, l'activité commerciale tourne au ralenti et le secteur secondaire est toujours en proie aux difficultés.

Guyane : des signes d'amélioration

Marquée par le début de la mise en œuvre du Plan d'Urgence, la conjoncture économique est plus porteuse. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires se raffermit même s'il marque quelques signes d'attentisme au dernier trimestre. Dans un contexte d'inflation contenue, les effectifs salariés progressent et le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse légèrement. Le taux de chômage recule à 19 %. Toutefois, les professionnels des secteurs du BTP et des services marchands sont dans l'attente du démarrage concret des chantiers.

En 2018, l'encours bancaire sain progresse de 6,6 % et atteint 3,4 milliards d'euros à fin décembre. Les financements à long terme des entreprises restent dynamiques, tandis que leur endettement de court terme recule parallèlement à la progression de leurs dépôts. Les crédits aux ménages maintiennent leur rythme de croissance et ceux aux collectivités locales continuent de baisser.

CARAÏBES : REBOND DE L'ACTIVITE EN 2018

Après une année 2017 marquée par plusieurs événements climatiques, l'activité dans les économies de la Caraïbe a retrouvé une dynamique favorable. Selon la Banque caribéenne de développement (BCD), la croissance du PIB s'est élevée à 1,8 % en moyenne en 2018 (après +0,6 % en 2017). Malgré un contexte international difficile, marqué par une dégradation des relations commerciales entre les principales économies mondiales et la perspective du Brexit, seules la Barbade et Antigua ont connu une baisse de leur produit intérieur brut (-0,6 % et -2,4 % respectivement).

La croissance des pays de la zone a essentiellement reposé, selon la BCD, sur une solide performance dans les secteurs du tourisme et de la construction, en lien avec la reprise post-ouragans de 2017. La performance des cinq principaux pays exportateurs de produits de base (Belize, Guyana, Haïti, Suriname et Trinidad-et-Tobago) s'est améliorée sur l'année. Les perspectives pour 2019 sont plutôt bien orientées : la BCD prévoit une croissance de 2,0 % pour les économies de la zone dans un contexte de hausse des prix des matières premières (or et pétrole).

Source : BCD

Saint-Pierre-et-Miquelon : Le regain d'activité espéré n'a pas eu lieu

En 2018, l'activité économique de l'archipel s'est essouffée. Malgré une légère reprise en fin d'année, l'économie est marquée par un tassement de l'activité. Alors que le marché du travail demeure bien orienté et que la croissance des prix à la consommation ralentit, la consommation des ménages fléchit légèrement malgré des crédits à la consommation dynamiques. L'investissement des entreprises se contracte après une dynamique modérée l'an dernier.

L'activité sectorielle est marquée par la reprise de la pêche artisanale quand la pêche industrielle affiche une baisse de ses prises. Le tourisme est affecté par la baisse de la fréquentation des croisiéristes, malgré une saison plus longue que celle de l'an dernier. Après un mouvement social pendant l'été, le BTP est toujours dans l'attente d'une reprise de l'activité, notamment par le biais de la commande publique.

Le déficit commercial de l'archipel diminue en 2018. Du fait du ralentissement de la consommation des ménages et du fléchissement de l'investissement des entreprises, les importations sont en baisse. À l'inverse, portées par une reprise de la pêche artisanale durant la deuxième partie de l'année, les exportations de l'archipel sont en progression.

La croissance des actifs financiers des agents économiques continue de ralentir pour la deuxième année consécutive. La répartition montre toujours une préférence des agents pour les actifs liquides. Le financement de l'économie conserve la bonne dynamique de l'an dernier et demeure porté par les établissements hors-place alors que le financement des établissements locaux diminue. Le financement des collectivités locales est dynamique quand celui des entreprises s'inscrit en baisse. La croissance du financement des ménages s'accélère.

La Réunion : une fin d'année mouvementée

Sur la majeure partie de l'année 2018, l'activité économique réunionnaise a été dynamique, confirmant l'environnement conjoncturel bien orienté depuis 5 ans. Les investissements poursuivent leur hausse, de même que la consommation des ménages, soutenus notamment par le financement bancaire. Néanmoins, l'économie réunionnaise reste fragile. La réduction massive de l'enveloppe de contrats aidés s'est notamment traduite par une baisse de l'emploi salarié (essentiellement dans le secteur non marchand) et par une augmentation du nombre de chômeurs sur l'année. Le rebond de l'inflation a par ailleurs pesé sur le pouvoir d'achat des ménages.

C'est dans ce contexte que le mouvement des Gilets jaunes a débuté en novembre, se révélant particulièrement intense sur ce territoire, avec une paralysie presque totale de l'activité pendant quinze jours. Son impact sur l'activité économique a été lourd et cet épisode laisse planer des incertitudes sur 2019.

Mayotte : une année mitigée

L'année 2018 a tout d'abord été marquée par les mouvements sociaux du premier trimestre, qui ont paralysé l'activité économique dans son ensemble. Ces événements ont causé une crise de trésorerie sans précédent pour les entreprises, et accentué la dualité entre les petites, fortement fragilisées, et les grandes, mieux armées pour y faire face. Par la suite, avec l'appui des dispositifs de soutien et des mesures d'urgence post-crise, et dans un climat social plus apaisé, l'économie de Mayotte s'est inscrite dans une dynamique de reprise.

Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se relève après la chute observée lors des mouvements sociaux. Toutefois, avec la crainte de l'émergence d'une nouvelle crise sociale, les entreprises font preuve de réserve sur l'évolution de l'activité économique à court terme. La consommation des ménages reste solide, dans un contexte d'inflation modérée. L'investissement pâtit en revanche de l'attentisme des entreprises. Le commerce extérieur enregistre une nouvelle hausse des importations, portées principalement par les biens destinés aux ménages. La situation du marché du travail ne reflète pas intégralement la réalité des difficultés dans la mesure où un nombre croissant de demandeurs d'emploi ne se déclare plus auprès de Pôle emploi. L'activité bancaire continue de progresser, avec une demande de financement toujours croissante, tandis que la hausse de la collecte ralentit.

OCEAN INDIEN : L'ACTIVITE ECONOMIQUE DEMEURE DYNAMIQUE, EXCEPTE EN AFRIQUE DU SUD

En **Afrique du Sud**, la croissance économique ralentit légèrement en 2018 pour s'établir à 0,8 % (contre +1,4 % en 2017). Alors que l'économie sud-africaine a enregistré un recul de son PIB sur les deux premiers trimestres de l'année, une reprise a été observée au second semestre grâce au regain de la consommation des ménages et à une nette amélioration des exportations. Dans un contexte de fortes pressions inflationnistes, la Banque centrale a relevé son taux directeur à 6,75 %.

L'économie **mauricienne** continue d'enregistrer une croissance soutenue, avec un essor du PIB de 3,8 %, soit le même rythme qu'en 2017. La consommation des ménages demeure dynamique (+3,3 %) et l'investissement continue d'accélérer (+11,4 % après +4,7 % en 2017), dans un contexte de stabilité du taux directeur à 3,5 %. Aux **Seychelles**, l'activité économique a nettement ralenti en 2018 selon le FMI (+3,6 % contre +5,3 % en 2017). La fréquentation touristique a néanmoins progressé de 3,4 % sur l'année.

La Banque Centrale des **Comores** prévoit une progression de 3,1 % de la croissance du PIB pour 2018 (+3,0 % en 2017). À **Madagascar**, la fin d'année 2018 a été marquée par les élections présidentielles qui ont vu la victoire d'Andry Rajoelina. La Banque centrale malgache estime que la croissance économique devrait s'établir autour de +5,0 % en 2018, après +4,2 % en 2017.

Sources : Banques centrales, FMI, institutions nationales

Nouvelle-Calédonie : le manque de visibilité affecte l'économie

En 2018, l'économie calédonienne fait face à un contexte particulier, marqué par l'inquiétude et la difficulté à se projeter dans l'avenir. Aux incertitudes institutionnelles liées au référendum d'autodétermination, se sont ajoutées des tensions sociales dans le secteur du nickel – déjà affaibli dans le passé par un cours incertain et volatil –, ainsi qu'une appréhension liée à la mise en place de la Taxe Générale sur la Consommation.

Dans ce contexte, l'indicateur du climat des affaires s'établit à 87,5 en moyenne sur l'année, traduisant une conjoncture économique morose et fébrile. En dépit de cette poussée d'inquiétude, l'économie réelle parvient toutefois à résister en 2018. Les exportations enregistrent une année record, permettant au déficit commercial de se réduire.

Par ailleurs, bien que la consommation des ménages soit ralentie au regard de l'atonie de la croissance de l'emploi et d'une confiance dégradée, le budget des ménages bénéficie de la faiblesse de l'inflation, et même de la baisse significative des prix alimentaires en fin de période, ainsi que de taux d'intérêt historiquement bas. En ce qui concerne l'investissement, la tendance est au maintien d'un niveau élevé, soutenu par le dynamisme du secteur de l'immobilier et par certains projets de construction et d'équipement. L'économie calédonienne profite également d'un secteur bancaire local dynamique, qui affiche une croissance importante de sa production.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont globalement peu favorables. La remontée des cours du nickel et les records de production ne suffisent pas à détendre la contrainte financière des entreprises métallurgiques qui tentent de réaliser des gains de productivité et de revoir leur modèle économique. Le tourisme, après plusieurs années de croissance importante, semble marquer le pas. La confiance dans le BTP est en berne, le secteur manquant de visibilité sur les marchés futurs.

Polynésie française : consolidation de la croissance

Illustration de la santé de l'économie polynésienne, l'indicateur du climat des affaires aligne un cinquième exercice au-dessus de sa moyenne de longue période. Face au surplus d'activité, les entreprises ont repris les embauches dans la majorité des branches, tandis que l'investissement conserve une orientation favorable.

Le regain de vigueur du marché de l'emploi dans un environnement non inflationniste a permis une hausse des revenus des ménages, stimulant à la fois leur consommation, comme en atteste le nombre d'immatriculations de voitures neuves, supérieur à 7 000 unités (4 000 en 2015), et leurs achats immobiliers.

La consolidation de la trésorerie des agents économiques a permis aux établissements de crédit polynésiens de bénéficier d'une collecte significative de dépôts tandis que leur activité de prêt s'est accélérée.

Dans ce contexte, l'assainissement des finances publiques, lié à la maîtrise des dépenses et la hausse des revenus fiscaux, s'est poursuivi, accompagné par la continuité des versements de l'État.

Wallis-et-Futuna : dans l'attente d'un nouvel élan

L'année 2018 ressort en demi-teinte par rapport à l'année précédente, qui avait été portée par les mesures en faveur de la consommation et le projet de câble haut débit. En forte progression en 2017, l'investissement marque le pas mais se maintient sur longue période. La consommation des ménages, socle important de l'activité, résiste. La baisse du coût de l'électricité continue de modérer la hausse des prix, sans toutefois empêcher un léger regain d'inflation.

L'activité continue de stagner dans la plupart des secteurs. C'est plus particulièrement le cas de celui de la construction, qui demeure dans l'attente de projets d'infrastructures à court terme dont la concrétisation pourrait permettre un rebond via l'effet d'entraînement de la commande publique sur la commande privée.

Les crédits accordés à l'économie sont en baisse, à l'exception notable de l'encours des collectivités locales. Plus positivement, la sinistralité atteint un plancher historique et les actifs financiers des agents économiques, hors collectivités locales, progressent, avec un recentrage sur les actifs de court terme dans le cas des ménages.

ZONE PACIFIQUE : L'ACTIVITE ACCELERE EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZELANDE MAIS RALENTIT AILLEURS

En **Australie**, la croissance du PIB a accéléré en 2018 pour s'établir à 2,8 % (+2,4 % en 2017), soutenue par l'investissement public et privé et des termes de l'échange favorable. Toutefois, la lenteur de la progression des salaires, le niveau élevé d'endettement des ménages et la hausse des prix sur le marché immobilier pèsent sur la consommation privée.

L'activité économique en **Nouvelle-Zélande** enregistre une évolution similaire avec une croissance de 3,0 % en 2018 contre 2,6 % un an plus tôt. La souplesse de la politique monétaire et l'excédent budgétaire devraient continuer de soutenir l'activité future alors que le déficit commercial a atteint son plus haut niveau depuis 2007 sur l'année.

La région pacifique enregistre quant à elle un net ralentissement de sa croissance, estimée à 0,9 % en 2018 par la Banque Asiatique de Développement contre 2,4 % un an plus tôt. La zone apparaît ainsi nettement moins dynamique que les autres sous-régions asiatiques (+5,1 % en Asie du Sud-Est et +6,7 % en Asie du Sud). Cette tendance s'explique principalement par le tremblement de terre qui a touché la Papouasie-Nouvelle-Guinée, principale économie de la région, qui enregistre une croissance de seulement 0,2 %.

Sources : FMI, BAsD

2019 : de nouveaux relais attendus pour dynamiser l'économie

Les perspectives du bassin Antilles-Guyane sont incertaines et dépendent de la capacité des territoires à mettre en œuvre les projets programmés

En Guadeloupe, les perspectives pour 2019 sont hétérogènes. La situation du secteur primaire devrait continuer de se normaliser pour retrouver un niveau de production similaire à celui enregistré avant l'ouragan Maria. L'activité industrielle et du BTP devrait se stabiliser et être dynamisée par les nombreux chantiers en cours. En revanche, le secteur touristique pourrait connaître un ralentissement avec l'arrêt des rotations d'une compagnie aérienne et le retour des compagnies de croisière sur les îles touchées par les ouragans en 2017.

Les perspectives économiques sont plutôt favorables en Guyane mais dépendent de la capacité du monde économique à engager les nombreux chantiers prévus. Ainsi, d'importants chantiers actés dans le Plan d'Urgence (construction de collèges et de lycées, travaux routiers...) devraient débiter en 2019, tout comme plusieurs projets d'infrastructures énergétiques et d'aménagement conséquents. La construction de logements sociaux est également programmée.

L'évolution de l'activité économique en Martinique devrait continuer de reposer sur une consommation des ménages résiliente malgré un contexte démographique pénalisant. Les bonnes perspectives du secteur touristique viennent soutenir une économie néanmoins globalement fragilisée par un investissement limité qui privilégie le renouvellement du matériel plutôt que la modernisation et l'extension d'activité.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, l'activité économique se heurte à de nombreuses incertitudes. En raison de plusieurs contraintes structurelles (déclin de la population, marché local étroit, main d'œuvre pas toujours adaptée à la demande) qui rendent difficile l'émergence de projets privés, la puissance publique est à l'initiative de nombreux projets locaux notamment dans le secteur touristique, des transports, ou des télécommunications.

Dans l'océan Indien, les perspectives économiques sont également indécises après les chocs enregistrés en 2018

À La Réunion, le mouvement des gilets jaunes laisse planer des incertitudes sur 2019. La résilience des entreprises face aux difficultés financières auxquelles elles ont été confrontées sera déterminante pour la suite. Cette crise est parallèlement porteuse d'espoir, car elle pourrait permettre d'accélérer l'action publique visant à répondre aux problématiques sociales soulevées par une partie de la population. L'économie réunionnaise continue d'afficher un fort potentiel, avec des filières stratégiques à développer, notamment autour de la transition énergétique et de la valorisation des déchets.

Après un début d'exercice 2018 freiné par la crise sociale, l'économie mahoraise peine à trouver des vecteurs à même de soutenir la croissance à long terme. Si les projets ne manquent pas, plusieurs facteurs sont déterminants pour leur concrétisation : l'amélioration des délais de paiement, qui permettrait de stabiliser les trésoreries, la persistance d'un climat social stable et une politique volontariste d'investissement public.

Parallèlement, les perspectives sont globalement contrastées dans l'océan Pacifique

En Polynésie française, les anticipations des chefs d'entreprise sont optimistes sur les premiers mois de 2019. Les perspectives sont également favorables pour le secteur public avec notamment le relèvement des notations d'émetteur par l'agence Moody's fin 2018. La Polynésie française devrait en outre tirer parti de la rénovation de son statut juridique, actuellement en cours, et de son ancrage dans la zone Pacifique par le renforcement des infrastructures (maillage de câbles sous-marins, arrivée de nouvelles compagnies aériennes).

En Nouvelle-Calédonie, compte tenu de l'agenda politique et institutionnel, le manque de visibilité devrait continuer de peser sur le climat général, entraînant une accentuation des tensions sur le marché de l'emploi et une poursuite de la dégradation des comptes sociaux. Certains éléments conjoncturels favorables tels que la baisse des prix, la remontée du cours du nickel ou le déblocage de chantiers structurants seront de nature à entraîner une certaine résilience de l'économie. Toutefois, le rebond de l'économie calédonienne pourrait buter à long terme sur le manque de relais pouvant succéder à des secteurs d'activité de plus en plus saturés.

Enfin, à Wallis-et-Futuna, les perspectives dépendent principalement de l'évolution de la commande publique. La stratégie de convergence 2019–2030, issue des Assises de l'Outre-mer et de la stratégie de développement durable, devrait permettre un pilotage efficace et cohérent des politiques publiques ainsi que le lancement de projets qui constitueront autant de stimuli pour l'activité. La signature de l'accord-cadre entre l'archipel et la Banque des Territoires constitue également une avancée pour les futurs financements.

CONJONCTURE INTERNATIONALE : FLECHISSEMENT DE LA CROISSANCE MONDIALE ET MONTEE DES INCERTITUDES

L'activité économique mondiale ralentit en 2018, s'établissant à +3,6 % après +3,8 % en 2017, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2019. La croissance a ainsi été révisée à la baisse (+3,9 % anticipés un an plus tôt) suite notamment à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et au resserrement des conditions financières conjugué à la normalisation de la politique monétaire des plus grands pays avancés.

Dans les économies avancées, la croissance ralentit plus que prévu à 2,2 % (+2,4 % en 2017). Aux États-Unis, l'essor du PIB se renforce : +2,9 %, après +2,2 % en 2017, soutenu par une consommation dynamique. L'investissement semble toutefois avoir fléchi au second semestre tandis que le marché du travail apparaît tendu. Dans ce contexte, la Réserve fédérale (Fed) a poursuivi le relèvement de son principal taux directeur en 2018 avant d'annoncer une pause en 2019 suite à la montée des incertitudes. Dans la zone euro, l'activité a ralenti plus qu'anticipé (+1,8 % après +2,4 %) et la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise s'est dégradée. Les craintes d'un Brexit sans accord ont probablement pesé sur l'investissement alors que les exportations ont nettement reculé, en lien notamment avec la faiblesse des échanges au sein de la zone. La croissance économique est également plus modérée au Royaume-Uni (+1,4 % contre +1,8 % en 2017) et les perspectives apparaissent particulièrement incertaines en attendant l'issue du Brexit. Au Japon, l'activité économique a largement pâti des catastrophes naturelles qui ont touché le pays au troisième trimestre (+0,8 % après +1,9 % en 2017).

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité demeure dynamique à +4,5 % (après +4,8 % en 2017). Les économies chinoise (+6,6 %) et indienne (+7,1 %) continuent de tirer à la hausse la croissance tandis que l'activité apparaît plus mesurée en Russie (+2,3 %) et au Brésil (+1,1 %). Les tensions macroéconomiques observées en Argentine (-2,5 % en 2018) et en Turquie (- 2,5 % anticipés en 2019) pèsent par ailleurs sur l'économie mondiale.

Les prévisions de croissance mondiale se détériorent en lien avec la montée des incertitudes à court terme. Le FMI anticipe ainsi un essor du PIB mondial de 3,3 % en 2019 et de 3,6 % en 2020, essentiellement tiré à la hausse par les économies émergentes et en développement (+4,4 % en 2019 et +4,8 % en 2020). La croissance devrait parallèlement continuer à ralentir dans les pays avancés (+1,8 % prévu en 2019 et +1,7 % en 2020) à mesure que les effets de la relance américaine s'estompent.

Sources : FMI données arrêtées à la date du 9 avril 2019

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. SCHWEITZER

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019